

Lettre de soutien aux 23 ministres

1. Nous, les signataires, avons trouvé justifiée et approuvons la lettre adressée en mai 2019 par 23 anciens ministres au Premier Secrétaire du Parti Socialiste demandant que cessent les attaques totalement infondées et scandaleuses de la tête de liste du PS aux européennes contre le Président Mitterrand et le gouvernement français sur la politique française au Rwanda, de 1990 à 1994.
2. Comme les anciens ministres, nous jugeons qu'il est tout à fait possible de critiquer l'engagement de la France au Rwanda de 1990 à 1994 pour arrêter l'engrenage de la guerre civile et imposer un compromis politique, mais *qu'absolument rien* ne justifie les accusations infondées de "complicité de génocide", lancées pour détourner l'attention, en accusant les dirigeants français de l'époque.
3. Nous pensons que l'on devrait s'interroger sur les motivations et la responsabilité de tous les autres pays, qui *eux* n'ont rien fait pour stopper l'engrenage de la guerre civile déclenchée en 1990.
4. Nous attendons des médias français, des éditeurs et des organisateurs de colloques qu'ils consentent enfin à une présentation équilibrée, argumentée et donnant la parole à tous les protagonistes de ce drame ! Nous leur demandons de ne pas s'en tenir aux seuls discours accusateurs de la France et de prendre en compte les autres points de vue exprimés en France, mais aussi les travaux d'experts étrangers. Nous leur demandons également d'entendre aussi les responsables ou experts (Belges, Canadiens, Espagnols, Africains...) qui présentent objectivement le génocide, sans mettre en cause la France.
5. Une déclassification supplémentaire des archives françaises (en plus des milliers de documents déjà déclassifiés par les missions Quilès/Cazeneuve) pourrait être utile, de même que celles du Rwanda, d'Israël, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada, de la Belgique et République Démocratique du Congo, et celle de l'ONU (DMP) et du Tribunal d'Arusha.

6. Nous soutenons la demande faite par Paul Quilès à Kofi Annan, de créer au niveau de l'ONU une Commission Internationale chargée de rassembler et de synthétiser l'ensemble des travaux et des commissions.
7. Nous soutenons l'idée d'une évaluation complète, ouverte, contradictoire et objective, qui n'a pas encore eu lieu. Ceci pour permettre d'examiner enfin l'enchaînement des faits ayant conduits au génocide, et aussi d'analyser les politiques suivies par les différents pays au Rwanda de 1990 à 1994.